

Agriculture

Se passer des pesticides, pas si simple

Stéphanie Benz - 25/02/2009 15:43:00 - L'Expansion.com



Photo: Jérôme Châtin
Jean-Christophe Bres, producteur dans le Vaucluse, a réduit l'usage des insecticides pour ses tomates sous serre, mais manque d'un procédé efficace pour ses fraises.

Pressés par les consommateurs et le gouvernement de changer leurs pratiques, les cultivateurs ne disposent pas toujours d'alternative au tout chimique.

Eric Modard est un précurseur. Exploitant d'une ferme de 130 hectares dans l'Eure, il essaie depuis 1995 d'utiliser moins de pesticides. Au début, sans conviction écologiste : « Les prix des céréales avaient baissé et je voulais réduire mes coûts. » Mais il s'est pris au jeu et, aujourd'hui, il traite son blé trois fois par an en moyenne, presque deux fois moins que dans la région. Son secret : un mode de production dit « intégré », qui combine variétés résistantes aux maladies, semis tardifs et moins denses et rotations longues. « J'ai un rendement plus faible de 5 à 10 % par rapport à une exploitation traditionnelle, mais mes marges sont identiques », assure-t-il.

Un cas isolé ? Presque : dans l'Eure, 50 agriculteurs sur 4 000 ont adopté cette démarche. En réalité, la plupart des céréaliers sont sceptiques : « Le rendement, c'est essentiel. Nous testons la production intégrée mais les pertes sont encore trop importantes », tonne Pascal Prot, président d'une grosse coopérative et propriétaire de 640 hectares dans l'est de la France.

Mais le vent tourne. L'opinion publique s'inquiète désormais du recours massif aux pesticides. Ces molécules, qui ont permis de doubler les rendements depuis les années 50, sont désormais accusées de polluer l'environnement et de nuire à la santé. Fin 2008, le gouvernement a donc donné un nouveau mot d'ordre au monde agricole : « Diminuer d'ici dix ans de 50 % le recours aux pesticides, si possible. » Outre une hausse modérée des taxes sur ces produits et la suppression des substances les plus dangereuses, un plan, Ecophyto 2018, prévoit une batterie de mesures (formation, recherche...) pour les y aider. Même les écotos les plus durs sont ravis : « Pour la première fois, on parle de réduction. C'est une révolution », applaudit François Veillerette, du Mouvement pour le droit et le respect des générations futures. Ravis, mais pas naïfs : « L'objectif n'est pas assorti de contraintes juridiques. »

Et en l'occurrence, tout est dans le « si possible », précaution ajoutée par le gouvernement sous la pression des lobbys agricoles. « Une telle baisse suppose de revoir les systèmes de production, ce n'est pas simple », explique Philippe Lucas, coauteur en 2005 d'un rapport de l'Institut national de recherche agronomique (Inra) sur le sujet. De fait, les modes de production alternatifs ne sont pas toujours disponibles. Et, quand ils existent, ils restent souvent confidentiels, tant les freins au changement sont légion.

C'est en tout cas le premier bilan d'un vaste tour d'horizon engagé, filière par filière, par l'Inra, dont L'Expansion a pu prendre connaissance. Dans les « grandes cultures », les techniques sont au point pour le blé, l'orge ou le maïs, mais pas pour le colza. Pour les pommes de terre, les variétés résistantes au mildiou sont peu diffusées et facilement contournables par le parasite, et les mesures préventives, complexes à appliquer. Dans la vigne (3 % des terres cultivées mais 20 % des pesticides), c'est pire. « On peut se passer d'herbicides, mais cela demande plus de travail du sol. Donc, en dehors des vins très haut de gamme, peu de viticulteurs le font », souligne Christian Gary, coauteur de l'étude. Les autres pistes (variétés résistantes, réduction des traitements grâce à une meilleure observation des plantes...) relèvent de la recherche.

Tomates et concombres sous serre chauffée font partie des bons élèves. « Il y a quinze ans, certains ravageurs sont devenus résistants aux insecticides. Alors, maintenant, nous utilisons des insectes auxiliaires pour lutter contre les principaux nuisibles », raconte Jean-Christophe Bres, producteur dans le Vaucluse. Cette méthode est toutefois difficile à étendre à toutes les productions sous abri et, dans tous les cas, le recours aux fongicides reste incontournable. « Et pour les légumes de plein champ, c'est encore plus compliqué », souligne Philippe Nicot, spécialiste du sujet à l'Inra.

Mais c'est le cas des pommes (jusqu'à 45 traitements par an !) qui est le plus emblématique. Les variétés résistantes à la tavelure (leur principale maladie) existent depuis longtemps, mais ne représentent que 1,6 % des surfaces. Quant à la technique de la « confusion sexuelle », qui empêche les insectes de se reproduire, elle n'est utilisée que sur 50 % du verger. « Et même là, les producteurs traitent un peu pour être sûrs de ne pas avoir de problème », constate Benoît Sauphanor, de l'Inra. Son équipe a pourtant montré que, en combinant ces techniques, on pouvait réduire de 50 % l'usage des pesticides. Insuffisant pour convaincre Daniel Sauvaltre, producteur dans l'Ouest : « Peut-être que cela marche à l'Inra, mais moi, si je perds une récolte, je mets la clef sous la porte. »

Parmi les freins à la diffusion de ces méthodes, l'aversion au risque des agriculteurs n'est pas le moindre. « Il faut leur montrer que l'on peut produire mieux sans perte de revenus. C'est pourquoi le plan Ecophyto prévoit de labéliser 3 000 fermes pilotes », souligne-t-on au ministère de l'Agriculture. Le coût de ces techniques est aussi un problème. Tout comme l'obligation de repenser l'organisation du travail. « Pourtant, le plan ne prévoit pas d'aides financières », déplore Pierre Ricci, d'Endure, un réseau européen spécialisé sur le sujet.

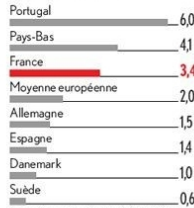
Et ce n'est pas tout. En France, les coopératives jouent un rôle majeur dans la diffusion des pesticides : elles conseillent les agriculteurs sur la protection de leurs plantes, leur vendent des produits et ont intérêt à les pousser au rendement, car elles commercialisent leurs récoltes. « Le système est verrouillé », constate Philippe Lucas, de l'Inra. Lors de la préparation d'Ecophyto, l'idée de séparer le conseil de la vente a été évoquée, sans succès. « A l'avenir, ces entreprises devront être agréées, précise-t-on toutefois au ministère. Un des critères sera justement de ne plus lier la rémunération variable des conseillers des coopératives aux ventes de phytosanitaires. » « Il faut aller plus loin. Beaucoup de coopératives ont déjà modifié leurs pratiques, mais tant que tout reste dans la même entreprise, le problème demeure », regrette un expert.

Certains choix politiques sont en cause. Ainsi, il a fallu attendre le plan Ecophyto pour que l'homologation des semences résistantes soit facilitée. « En revanche, la vente de semences de variétés de céréales mélangées est toujours interdite, alors que c'est un bon moyen de prévenir les maladies », soupire Jean-Marc Meynard, de l'Inra. La course aux biocarburants à base de colza, difficile à produire sans chimie, pose aussi question. « Tout comme l'importation de soja pour l'alimentation animale au détriment des pois cultivés localement, qui permettent de réduire l'usage des pesticides s'ils sont inclus dans les rotations », ajoute Jean-Marc Meynard.

Il y a enfin l'ambivalence des consommateurs, qui veulent moins de pesticides, mais privilégient des produits sans défauts esthétiques. « Si j'ai des pucerons dans mes salades, le distributeur me les retourne. Donc, je traite », soupire Angélique Delahaye, présidente de la Fédération nationale des producteurs de légumes. Seule réponse du gouvernement : une campagne de communication. La révision des cahiers des charges imposés par la grande distribution aux agriculteurs, elle, n'est pas d'actualité. A ce rythme, il faudra bien une décennie pour inverser la tendance.

PESTICIDES : LA FRANCE PARMIS LES CANCRES

Consommation de produits phytosanitaires en kilo/hectare de surface agricole utile



Source: Rapport Inra/Cemane12005 (ECPA 2007)
Le Danemark a mis en place dès 1987 un plan ambitieux de réduction de l'usage des pesticides. Aujourd'hui, les résultats sont au rendez-vous.